

AFGHANISTAN

EN QUÊTE D'UN ACCORD POLITIQUE



**GILLES
DORRONSORO**

CARNEGIE ENDOWMENT

FOR INTERNATIONAL PEACE

WASHINGTON DC ■ MOSCOW ■ BEIJING ■ BEIRUT ■ BRUSSELS

Afghanistan

EN QUÊTE D'UN ACCORD POLITIQUE

Gilles Dorronsoro

CARNEGIE ENDOWMENT

FOR INTERNATIONAL PEACE

WASHINGTON DC ▪ MOSCOW ▪ BEIJING ▪ BEIRUT ▪ BRUSSELS

CARNEGIE EUROPE

CARNEGIE ENDOWMENT FOR INTERNATIONAL PEACE

WASHINGTON DC ▪ MOSCOW ▪ BEIJING ▪ BEIRUT ▪ BRUSSELS

© 2010 Carnegie Endowment for International Peace. Tous droits réservés.

En règle générale, la Carnegie Endowment n'adopte aucune position institutionnelle concernant des questions de politique publique. Les opinions et les recommandations présentées dans la présente publication ne représentent pas nécessairement les opinions de la Carnegie Endowment, de ses représentants, des membres de son personnel ou de ses administrateurs.

Pour obtenir une copie électronique de ce rapport,
veuillez consulter le site www.CarnegieEndowment.org/pubs

Carnegie Endowment for International Peace
1779 Massachusetts Avenue, N.W.
Washington, D.C. 20036
Phone: +1 202-483-7600
Fax: +1 202-483-1840
www.CarnegieEndowment.org

Carnegie Europe
Rue du Congrès 15
1000 Brussels – Belgium
Phone : +32 2-735-5650
Fax : +32 2-736-6222
www.carnegieeurope.eu

Contenu

Contenu	3
Résumé	5
Introduction	7
I. L'impasse militaire	9
II. L'argument en faveur des négociations	21
Conclusions et recommandations	31
Bibliographie	33
Notes	35
À propos de l'auteur	37
Carnegie Endowment for International Peace	39
Carnegie Europe	40

Résumé

La stratégie de la coalition en Afghanistan est dans l'impasse et rien de ce qui a été entrepris depuis l'été 2009 n'a permis d'enrayer la dégradation de la situation sécuritaire et politique. Quelques succès tactiques sont possibles, encore que peu probables, mais la coalition ne peut pas vaincre les Taliban, ni les rallier. De plus, le gouvernement Karzai jouit d'une légitimité très limitée et ne paraît pas en mesure de reconstruire un État capable d'assurer sa propre sécurité dans un avenir prévisible, alors même que les pertes financières et humaines de la coalition obligent à une solution rapide.

Une solution moins coûteuse pour les États-Unis serait de prendre contact avec la direction du mouvement Taliban, si nécessaire par l'intermédiaire du Pakistan, pour définir les conditions d'un cessez-le-feu et de l'ouverture de négociations. Celles-ci permettraient de finaliser un accord de partage du pouvoir à Kaboul et de garantir que l'Afghanistan ne sera plus un sanctuaire pour des groupes radicaux. Cette approche négociée est loin d'avoir des résultats assurés, mais les gains sont potentiellement importants pour la coalition, alors que les pertes en cas d'échec sont aujourd'hui négligeables.

Introduction

La conférence tenue à Londres le 28 janvier 2010 a montré le fossé de plus en plus profond entre le discours public de la coalition et les réalités sur le terrain. Loin de proposer des solutions crédibles, même partielles, à la détérioration de la situation, les conclusions de la conférence recommandent des politiques dont l'expérience a prouvé qu'elles étaient inefficaces, voire contreproductives. En fait, la stratégie de la coalition est dans l'impasse, car rien de ce qui a été entrepris depuis l'été 2009 n'a permis d'enrayer la progression de la guérilla. Quelques succès tactiques sont possibles, mais la coalition ne peut pas vaincre les Taliban tant que le Pakistan continue à leur fournir un sanctuaire. Même s'il est peu probable que les États-Unis réduisent leurs troupes de façon significative après l'été 2011, l'envoi de renforts paraît improbable en raison des déclarations du Président Obama, de l'opinion publique et des coûts qui, pour reprendre l'expression du Général Eikenberry, sont désormais « astronomiques ».

La stratégie de la coalition repose donc entièrement sur une afghanisation rapide du conflit à un horizon proche (fin 2010 - été 2011), dans l'espoir d'obtenir des résultats significatifs. Or, l'année écoulée a surtout été marquée par l'affaiblissement du partenaire afghan. Si l'on prend 2004 (l'année des élections présidentielles afghanes) comme référence, la *déconstruction* des institutions est la tendance dominante. Loin de se renforcer, les institutions afghanes se sont rapidement affaiblies

et la présence étatique recule rapidement dans les provinces. De plus, la légitimité du gouvernement Karzai est désormais contestée. Depuis les irrégularités massives aux élections présidentielles d'août 2009, le gouvernement n'a plus de légitimité au sein de la population et les élections législatives prévues à l'automne 2010 vont probablement miner un peu plus le système politique en raison de fraudes inévitables. Dans ce contexte, le président Karzai n'a pas les moyens de mener à bien la réforme de l'État et dépend de plus en plus de réseaux clientélistes et criminels. Les objectifs d'afghanisation rapide de la sécurité sont donc irréalistes et rien ne garantit que le régime afghan puisse assurer un jour sa sécurité de façon autonome. Enfin, certains aspects essentiels de la stratégie américaine, explicables par la volonté d'obtenir des résultats rapides, affaiblissent le gouvernement afghan, notamment la privatisation de la sécurité et le contournement des institutions afghanes.

La coalition se trouve donc devant le risque d'un engagement sans fin avec des pertes humaines et un coût financier intenable. Une solution plus rationnelle pour la coalition consiste à négocier un accord général avec la direction du mouvement Taliban pour former un gouvernement d'union nationale avec des garanties contre le retour d'Al-Qaïda en Afghanistan. Rien ne garantit à ce stade que les négociations aboutiront, ou même qu'elles puissent débiter, mais le coût d'un échec est négligeable par rapport aux gains potentiels : une sortie de crise relativement rapide avec la préservation des intérêts essentiels de la coalition. Le temps ne jouant pas en faveur de celle-ci, il est préférable que les États-Unis prennent contact rapidement avec la direction des Taliban pour envisager des négociations, plutôt que d'attendre que la situation se dégrade encore.

I. L'impasse militaire

La stratégie actuelle, avant même l'arrivée de la totalité des renforts en Afghanistan, semble être dans une impasse, car les Taliban ne pourront pas être militairement vaincus. La frontière avec le Pakistan est et restera ouverte aux insurgés, l'armée pakistanaise ayant refusé de lancer une offensive contre les Taliban afghans¹. L'armée pakistanaise n'a jamais envisagé des opérations contre la direction des Taliban, basée au Pakistan, comme un moyen d'affaiblir l'insurrection. L'arrestation de mollah Abdul Ghani Baradar le numéro deux de l'insurrection, s'explique par le fait que l'armée pakistanaise veut garder le contrôle des Taliban dans la perspective d'une négociation.

L'absence de solution militaire est généralement reconnue, mais les stratèges de la coalition pensent encore pouvoir affaiblir les Taliban en utilisant plusieurs instruments : la création de milices, la politique tribale, le ralliement de groupes insurgés et les assassinats ciblés². Or, la mise en œuvre de ces politiques au lieu de renforcer la légitimité ou le contrôle du gouvernement afghan, l'affaiblit au contraire un peu plus. Contrairement aux déclarations publiques de l'automne 2009, la population n'est pas au cœur de la stratégie américaine. La doctrine de contre-insurrection (COIN) n'a qu'une place mineure dans les pratiques actuelles : elle est appliquée essentiellement dans l'Helmand, une province dont l'importance stratégique est minime, avec des résultats pour l'instant négatifs.

Les effets de la stratégie actuelle sont *irréversibles* et l'accélération de la fragmentation politique place la coalition devant la perspective d'un effondrement des institutions afghanes.

Les effets de la stratégie américaine sur les institutions afghanes

Le régime afghan est largement corrompu et inefficace, ce qui met la coalition dans la position difficile d'avoir à soutenir un régime éloigné des standards démocratiques. Mais, la politique actuelle de la coalition contribue également à son affaiblissement, en contournant systématiquement l'État afghan. La militarisation de l'aide, la privatisation de la sécurité et le ralliement de groupes Taliban sont trois aspects importants de cette politique de contournement des institutions afghanes.

MILITARISATION DE L'AIDE, LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET CONTOURNEMENT DES AUTORITÉS AFGHANES

L'aide distribuée par la coalition ne contribue pas au renforcement des institutions afghanes. Ainsi, il a souvent été souligné que l'essentiel des sommes sont gérées en dehors des ministères de Kaboul. Cependant, le discours actuel sur la corruption occupe ici une place ambiguë, car la corruption, réelle, devient une incitation (ou une justification) pour contourner systématiquement les institutions afghanes. En particulier, la militarisation progressive du dispositif occidental n'a fait que renforcer cette tendance au contournement de l'État. Par exemple, les Provincial Reconstruction Team (PRTs) ne rendent pas véritablement compte au gouvernement afghan, ni même au gouverneur dans certains cas. De même, les sommes (1,3 milliard de dollars en 2010) à la disposition des commandants américains au titre des Commander's Emergency Response Program (CERP) sont dépensées sans contrôle, ni même information réelle des autorités afghanes. La stratégie de contre-insurrection, du fait de l'absence initiale de structures gouvernementales, se traduit par une prise en charge de la population par les militaires de la coalition. Ainsi, les

opérations dans l'Helmand montrent que dans les districts où la coalition est présente en force, les militaires de la coalition se trouvent obligés de prendre en charge la population (écoles, programmes agricoles, etc.) pour une durée indéterminée, sans qu'ils aient la compétence pour mener ce type d'opérations.

PRIVATISATION DE LA SÉCURITÉ

Depuis 2009, la multiplication des milices et des groupes armés autonomes est probablement l'élément le plus marquant de la nouvelle stratégie américaine. Des milices ont été formées dans le cadre de différents programmes, notamment les Community Defense Initiative (CDI). Les entreprises privées de sécurité ont formé des groupes armés qui circulent sur les routes et combattent l'insurrection (par exemple aux frontières). Certaines unités afghanes qui travaillent avec les forces spéciales américaines n'ont pas de statut légal très défini et sont probablement à l'origine de nombreux incidents comme la mort du chef de la police de Kandahar. Ces groupes ne sont pas intégrés dans un schéma cohérent, ils disposent en pratique d'une large autonomie et sont souvent en concurrence avec les forces combattantes régulières.

Dans un rapport précédent, j'avais dénoncé l'« illusion du local » et notamment les risques d'une politique « tribale » ou de la création de milices. L'expérience a montré que ces actions sont non seulement inefficaces, mais dangereuses dans la mesure où elles détruisent la possibilité d'un État régalien et accélèrent la fragmentation politique. En effet, ces groupes armés sont généralement détestés par la population, qui a souvent fait crédit aux Taliban d'avoir nettoyé le pays de ces groupes. La population est fermement opposée au retour des milices actives dans la guerre civile des années 1990. En favorisant la multiplication de celles-ci, la coalition recrée exactement les conditions qui ont favorisé l'ascension des Taliban dans les années 1990. Les mercenaires (occidentaux ou afghans) qui travaillent pour les compagnies de sécurité comme Xe (ex-Blackwater) ont une réputation détestable en raison de leur comportement avec la population. Ces politiques reposent sur l'idée qu'il est possible de manipuler des segments de la société afghane, ce qui est

radicalement erroné pour deux raisons. Premièrement, les Taliban sont un mouvement *politique*, relativement centralisé et idéologiquement cohérent. Deuxièmement, les Occidentaux n'ont pas les compétences pour mener ce type de politique, surtout dans des délais courts.

Bien que les tentatives dans la province du Wardak n'aient pas donné de résultats très concluants, l'armée américaine a décidé de multiplier les milices, mais selon une logique différente. Au lieu de recruter les miliciens sur une base individuelle avec un processus de sélection complexe comme dans le Wardak, la coalition cherche à utiliser des groupes préconstitués, souvent des criminels ou des anciens commandants des années 1990. Ainsi, à Kunduz, le gouvernement a laissé des groupes du district de Khanabad prendre la sécurité en main. Par ailleurs, des milices ont été mises en place pour assurer la sécurité des grands axes de communication. Elles sont dirigées par des alliés de la famille Karzai et contrôlent des ressources économiques significatives. Une fois constitués, ces groupes armés sont extrêmement difficiles à contrôler du fait que la sécurité de l'approvisionnement des forces occidentales dépend en partie des milices afghanes (surtout dans le Sud). La tutelle juridique devrait être celle du ministère de l'Intérieur mais, en pratique, ceux-ci sont très largement autonomes.

La politique tribale est une variante des milices qui se nourrit d'un certain nombre d'illusions. Loin d'être une idée neuve, la manipulation du système tribal a à plusieurs reprises été tentée, sans succès, par les États-Unis depuis 2001, dans des conditions nettement plus favorables. En premier lieu, on surestime l'importance des identités tribales en Afghanistan :

« *When one says "Afghan people" what I believe they are really saying is "tribal member". Every single Afghan is a part of a tribe and understands how the tribe operates and why* » (« Lorsque quelqu'un parle d' « Afghans », il faut entendre en réalité « membre d'une tribu ». Chaque Afghan fait partie d'une tribu et comprend comment celle-ci fonctionne et pourquoi. »)³. En fait, les Pachtounes représentent un peu plus de 40 % de la population et n'ont pas tous une identité tribale, notamment dans les villes ou à Hérat. De plus, les institutions tribales sont en déclin dans tout l'Afghanistan.

Il y a eu, du fait de l'invasion américaine en 2001, une re-tribalisation *limitée et temporaire* en raison de l'effondrement de l'autorité centrale et de la politique américaine. On avait déjà observé ce phénomène en 1992, après l'effondrement du régime de Kaboul. Dans les deux cas, les tribus ont été marginalisées principalement par les Taliban.

Le second problème est la confusion entre institutions et identité tribale. Dans le premier cas, les tribus sont des institutions avec un droit coutumier et des procédures de consultation précises. Ces tribus sont essentiellement basées dans les provinces de l'Est (Loya Paktia). Dans le second cas, l'identité tribale fait partie des identités multiples d'un individu, mais ne suppose pas de participation à des institutions. Des entrepreneurs politiques peuvent mobiliser dans certains contextes ces identités pour s'approprier collectivement des ressources comme cela a été le cas à Kandahar depuis 2001. Des leaders politiques ont mobilisé les Barakzai (Shirzai), les Popolzai (Karzai) ou les Alikozai (mollah Naqib). Les conséquences pratiques de cette distinction sont importantes : en dehors de la région Est du pays, il n'y a pas de « structures » tribales, mais des groupes fluides dont les leaders ont une légitimité réduite et qui ne constituent pas des alliés très utiles pour la coalition. Loin d'être majoritairement des leaders traditionnels, ils sont souvent des produits du jihad (Shirzai ou mollah Naqib). Ces groupes armés, notamment à Kandahar, ont accumulé des ressources et distribué des terres publiques à leur clientèle, ce qui a créé des tensions avec ceux qui étaient tenus à l'écart.

RALLIEMENT

L'idée de rallier localement les Taliban au régime de Karzai en les payant ou par des amnisties n'a que très peu de chances d'aboutir. Rappelons en premier lieu que cette stratégie n'a jamais fonctionné. Des tentatives ont notamment été faites en 2002, quand les Taliban étaient à l'évidence dans une situation plus difficile qu'aujourd'hui. Pour des raisons complexes, qui tiennent à la fois à l'absence de politique claire du côté de la coalition et au refus de mollah Omar, rien n'a abouti. Au moment où le mouvement

Taliban est de plus en plus agressif et structuré, on voit mal pourquoi ceux-ci accepteraient de se rallier, d'autant que le mouvement a été particulièrement efficace pour sanctionner ceux qui l'ont trahi.

L'analyse faite par la coalition des motivations des combattants est une simplification dangereuse de la réalité : supposer que 80 % d'entre eux peuvent potentiellement se rallier au gouvernement Karzai pour obtenir un travail n'a aucune base empirique solide. Premièrement, les données (fragmentaires) dont nous disposons et l'analyse de l'histoire de la progression des Taliban montrent que celle-ci est liée à un rejet du gouvernement de Kaboul et de la coalition et à un effort de propagande de l'insurrection. *Il n'y a aucune corrélation entre le développement économique et l'implantation ou la force de l'insurrection.* À l'inverse, le niveau de l'aide est corrélé positivement avec la présence de l'insurrection sans que la causalité soit clairement établie. Deuxièmement, les insurgés défendent des valeurs dont ils pensent qu'elles sont actuellement menacées (indépendance nationale, religion, mœurs). Il est irréaliste de réduire les dimensions complexes d'un engagement à une motivation économique. Enfin, les raisons qui poussent un individu à rejoindre un mouvement ne sont pas celles qui l'amènent à y rester. Comme le montre toute l'histoire des mouvements sociaux, il n'y a pas de symétrie dans les causes de l'engagement et du désengagement.

Deuxièmement, l'insurrection est désormais nationale : on voit mal comment pourraient s'opérer des ralliements locaux assez nombreux pour changer la dynamique du conflit. De ce point de vue, le niveau des ralliements recherchés est ambigu : individus ou groupes constitués. Le ralliement d'individus est sans importance à partir du moment où l'insurrection n'a aucun mal à recruter. Le ralliement de groupes fait plus sens, mais la multiplication des opérations spéciales, et notamment l'élimination de plusieurs centaines de cadres intermédiaires de l'insurrection en Afghanistan et au Pakistan est contradictoire avec l'idée de rallier des groupes. En effet, l'expérience a prouvé que les réseaux Taliban se reconstituent rapidement, mais de façon plus organisée, plus hiérarchisée avec des commandants locaux plus dépendants du leadership de Quetta et moins à même de passer des accords avec la coalition.

Les politiques de ralliement ont une conséquence dommageable : les

commandants américains, qui disposent de sommes considérables, en liquide, utilisables pratiquement sans justificatifs, vont être tentés d'acheter des groupes combattants avec pour résultat d'accroître le désordre, sans compter qu'une partie des sommes ira sans doute aux Taliban.

Quel partenaire afghan ?

La réforme des institutions par le gouvernement de Karzai est très improbable, ce dernier dépendant de plus en plus des réseaux qui ont assuré sa réélection. De plus, la coalition a de plus en plus de mal à influencer sur les réseaux proches de Karzai, ce qui n'augure pas bien de la collaboration dans les prochaines années. En raison de la faiblesse des institutions politiques centrales, le développement de l'armée et de la police, les deux priorités de la coalition, se fait dans un vide institutionnel. Le transfert de responsabilités en matière de sécurité vers le partenaire afghan n'est donc probablement pas possible à un horizon prévisible.

LA LÉGITIMITÉ DU RÉGIME AFGHAN

L'Afghanistan est un pays post-démocratique dont les institutions représentatives ne sont plus perçues comme légitimes par la population. Même si l'ampleur des fraudes empêche une analyse précise des résultats, on peut estimer qu'entre 10 % et 15 % des Afghans en âge de voter ont soutenu Karzai lors des présidentielles de 2009. Tout indique un niveau élevé de cynisme et de rejet du gouvernement au sein de la population, qui, même dans les endroits où la sécurité était raisonnablement bonne, s'est massivement abstenue de voter. Or, les prochaines élections législatives vont encore fragiliser le système politique. Dans les conditions actuelles, l'insécurité empêche la tenue d'élections crédibles sur au moins la moitié du territoire afghan. Il est probable que les élus seront des hommes forts locaux (ou leurs représentants) attachés à leur autonomie face au pouvoir central et dans certains cas proches des Taliban⁴. Enfin, il n'y a toujours pas de partis politiques crédibles au niveau national ; le parlement sera donc atomisé politiquement, comme c'est actuellement le cas.

L'absence de légitimité de Karzai, en dehors de la question des élections et de la mauvaise gouvernance, est liée à son absence d'autonomie (perçue) par rapport à la coalition. Les études internes à l'armée américaine vont dans ce sens, tout comme les multiples expériences de journalistes ou de chercheurs : une large majorité de la population dans les zones de combat considère maintenant les forces étrangères comme des forces d'occupation (ce que R. Gates avait d'ailleurs prévu)⁵. Les opérations militaires polarisent la population contre les forces étrangères et fragilisent un peu plus le régime de Karzai, qui apparaît irrémédiablement impopulaire et illégitime. La coalition est perçue comme la principale source d'insécurité et les villageois ne souhaitent pas l'installation d'un poste de la coalition ne pouvant générer qu'insécurité, bombardements et bombes artisanales.

Enfin, un nombre important de Pachtounes se sentent aliénés par rapport au gouvernement. Karzai est pachtoune, mais ses alliances avec Mohammad Karim Khalili, un Hazara, Mohammad Qasim Fahim, un Tadjik et Rashid Dostum, un Ouzbek, font qu'il est perçu comme l'instrument des groupes ethniques du Nord. Le fait que Khalili, un Hazara ne parlant pas le pashto, ait été le premier membre de haut rang du gouvernement afghan à visiter Marjah en février 2010 révèle une absence de sens politique du gouvernement afghan ou, pire encore, de représentation pachtoune acceptable.

L'IMPOSSIBLE RÉFORME DU RÉGIME DE KARZAI

Deux éléments rendent la réforme du régime de Karzai hautement improbable : l'influence réduite de la coalition et l'autonomisation de la périphérie par rapport aux institutions centrales.

La coalition perd progressivement le contrôle de Karzai, de moins en moins réceptif aux pressions, probablement pour deux raisons majeures. Premièrement, les attaques dans la presse occidentale ont profondément transformé la perception de Karzai et de ses alliés. La proximité personnelle entre Bush et Karzai avait empêché les États-Unis d'envisager de soutenir, même implicitement, un autre candidat avant les élections. Les hommes qui entourent Karzai sont souvent fermement opposés à la

coalition à la fois pour des raisons idéologiques (par exemple les anciens membres du Hezb-i islami ou ceux de l'Ettehad de Sayyaf) et parce qu'ils pensent être les cibles du gouvernement américain par l'intermédiaire des médias occidentaux (Ahmad Wali Karzai et le maréchal Fahim). Deuxièmement, les élections ont mis à jour l'absence de légitimité propre d'un Karzai de plus en plus dépendant de ses alliés. Les élections d'août 2009 ont démontré deux choses. D'une part, Karzai s'est appuyé sur des notables, souvent d'anciens commandants, dont il s'est assuré le vote par des faveurs (dons de terres appartenant à l'État, amnisties, positions dans l'administration, etc.). D'autre part, les nominations au gouvernement, à des postes parfois très lucratifs, récompensent la fidélité à Karzai. Le retour de Dostum comme chef de l'état-major de l'armée afghane est la conséquence de sa campagne en faveur de Karzai pendant les élections présidentielles. Cette nomination est intervenue malgré l'opposition unanime des partenaires de la coalition, excepté la Turquie qui poursuit une politique d'influence auprès de la communauté Ouzbek. Enfin, le gouvernement afghan tend à être de plus en plus agressif pour se démarquer de la coalition en cas d'incident impliquant des civils (ou des « tirs amis »), ce qui renforce l'impopularité de la coalition.

À l'évidence, le centre (Kaboul) est à présent trop faible pour reprendre en main des entités régionales aussi fortement structurées que Jalalabad ou Kandahar ou le nord-ouest autour du Jumbesh. Même à Hérat, il devient probable qu'Ismaël Khan va retrouver une place centrale dans le jeu politique en raison de la dégradation de la situation sécuritaire. La coalition est dépendante de ces chefs régionaux, qu'elle a contribué à mettre en place ou avec lesquels elle a travaillé. Une remise en cause des équilibres politiques à Kandahar, en particulier la place dominante du réseau associé à Karzai, est pratiquement impossible dans un contexte où les Taliban exercent une pression constante. Les quelques ministres « technocrates », dont le meilleur exemple est Atmar, le ministre de l'Intérieur, n'ont pas de prise sur ces réseaux très solides liés à la famille Karzai. Or, dans un environnement aussi clientéliste et personnalisé que le système politique afghan, il est difficilement envisageable de transformer profondément les pratiques sans changer les hommes. Dans ces conditions, on voit mal comment la gouvernance pourrait s'améliorer dans un avenir

prévisible. La réforme d'un ministère à Kaboul est possible, mais les conséquences sur la gouvernance dans les provinces seront probablement limitées.

LE TRANSFERT DE LA SÉCURITÉ

Cet affaiblissement du régime afghan a des conséquences majeures pour la coalition, à la recherche d'une afghanisation progressive, afin de diminuer son propre investissement. La conférence de Londres a ainsi établi que le transfert aux forces afghanes débiterait dès 2011 et serait pour l'essentiel achevé en 2014. L'Armée nationale afghane (ANA) est supposée être en première ligne pour assurer la sécurité d'un certain nombre de provinces (non définies), avec toutefois les troupes de l'OTAN en appui. Le *Joint Coordination and Monitoring Board* a fixé pour objectifs (juste avant la conférence de Londres) de porter les effectifs de l'armée afghane de 97 000 à 171 000 d'ici la fin de 2011. Par ailleurs, le Maj.-Gén. Mike Ward, d'Ottawa, en charge de former (ou de réformer) la police, prévoit de passer de 94 000 à de 134 000 hommes d'ici la fin de 2011. Sur cinq ans, l'objectif est de disposer d'une armée de 240 000 soldats et d'une police de 160 000 effectifs.

Cette politique est-elle crédible ? En premier lieu, il faut noter que les effectifs actuels de l'armée afghane et de la police sont en pratique très inférieurs aux chiffres avancés. L'armée dispose probablement d'un peu plus de 60 000 soldats effectivement mobilisables et n'est pas présente sur tout le territoire. L'armée a un turn-over annuel de 25 % et la police, de 70 %. De ce fait, simplement pour compenser les départs, l'effort de formation doit être très important. Deuxièmement, l'un des problèmes essentiels de l'armée est son incapacité à opérer indépendamment de la coalition (au-delà d'une centaine d'hommes). La question centrale est celle de la coordination et, en particulier, du corps d'officiers. Or, on sait que la formation des officiers ne peut s'opérer que sur des temps assez longs. Troisièmement, le risque est d'aboutir à une formation au rabais en raison du nombre de personnes à former et de la faiblesse du dispositif actuel. Le risque, en raison notamment de la sous-traitance aux entreprises de sécurité privées et de l'absence de sélection des recrues, est une infiltration

de l'insurrection ainsi qu'une police ou une armée de mauvaise qualité. 90 % des recrues de la police sont illettrées, beaucoup consomment de la drogue. Enfin, il est difficile de construire une institution militaire indépendamment du réseau d'institutions qui constituent l'État. Face aux tensions liées à l'ethnicité, à la corruption des autorités locales et nationales et à l'absence de projet, il n'est pas aisé de motiver les soldats et les officiers. 60 % de ces derniers sont Tadjiks, ce qui entraîne une suspicion des Pachtounes.

Pour ces différentes raisons, les objectifs officiels ne sont pas réalistes, d'autant que les Taliban sont devenus des ennemis redoutables et bien organisés. En réalité, des objectifs plus modestes seraient plus réalistes⁶, mais la coalition devrait alors reconnaître que l'autonomie de l'armée afghane est une perspective à très long terme.



II. L'argument en faveur des négociations

La conférence de Londres a rejeté le principe de négociations avec les dirigeants de l'insurrection, au profit de ralliements locaux dont le succès est, on l'a vu, au mieux douteux. La plupart des observateurs reconnaissent pourtant l'impossibilité d'une solution militaire et l'impasse de la stratégie actuelle, mais différents arguments sont avancés pour refuser les négociations, du moins à ce stade. Premièrement, il faudrait donner plus de temps à la coalition : les renforts ne sont pas totalement en place, il serait donc prématuré de parler d'échec. Négocier maintenant avec les Taliban serait les encourager au moment où la pression militaire devient maximale. Outre le fait que les possibilités de changer radicalement la situation militaire sont faibles, on peut au contraire arguer que la coalition doit entamer des négociations quand elle dispose encore de moyens de pression militaire. Par ailleurs, certains experts (Ahmed Rashid) expliquent que les Taliban ont atteint l'apogée de leur influence, ce qui implique que la coalition serait en meilleure posture à l'avenir, mais cet argument est faible pour deux raisons. D'une part, rien n'indique que les Taliban vont ralentir leur avancée : ils poursuivent une stratégie d'influence selon moi efficace dans les villes et les autres groupes ethniques (les Ouzbeks, par exemple) ne sont pas nécessairement immunisés contre leur propagande. D'autre part, la question doit être reformulée de façon plus rigoureuse,

c'est-à-dire en termes relatifs. Il est possible que les Taliban connaissent des revers tactiques cette année. Néanmoins, la coalition a maintenant un horizon limité et rien n'indique que le régime de Karzai ne sera pas encore plus faible dans un an. Si cette analyse est juste, la coalition sera dans une position plus difficile fin 2011 que cette année.

Deuxièmement, la différence entre les valeurs des Taliban et celles de la coalition est souvent présentée comme un obstacle majeur à l'ouverture de négociations. La réalité est plus complexe. D'une part, la coalition a travaillé avec (et protégé dans certains cas) des criminels de guerre comme Dostum ou des trafiquants de drogue liés à Karzai. L'argument de la pureté morale n'est donc guère crédible. D'autre part, le fondamentalisme ne se résume pas aux Taliban, les élites politiques soutenant le gouvernement tiennent souvent des discours très proches des fondamentalistes, notamment parce qu'ils sont en partie issus des mouvements de la résistance des années 1980. Il n'y a pas de différence radicale entre l'idéologie des Taliban et celle d'Abdul Rasul Sayyaf, Mohammad Khalili, Burhanuddin Rabbani ou Ismaël Khan. Une solution négociée permettant une refondation sociale et l'inclusion des principaux courants idéologiques et politiques peut effectivement marginaliser la partie la plus éduquée et occidentalisée de la population, mais la continuation de la guerre n'est pas une alternative plus favorable.

Enfin, un dernier argument est que l'échec des négociations, qui est tout à fait possible, aurait un coût politique important pour la coalition. C'est un argument que j'ai moi-même développé dans un rapport précédent (intitulé « Focus and Exit »), mais l'affaiblissement du régime de Karzai depuis les élections de l'été 2009 et l'impasse militaire dans le Sud m'amènent à penser que les conséquences d'un échec des négociations sont aujourd'hui négligeables. Premièrement, dans la mesure où les autorités afghanes et l'ONU prennent ouvertement contact avec la direction du mouvement Taliban, ceux-ci sont déjà reconnus comme des partenaires potentiels. La négociation politique avec la direction du mouvement Taliban n'est plus de l'ordre du tabou diplomatique. Deuxièmement, une tentative de négociation est un bon argument à opposer à ceux qui estiment que la coalition cherche à rester indéfiniment en Afghanistan. Il faut intégrer l'ouverture des négociations dans un effort de réduction

de la violence et de la polarisation (étrangers contre insurgés) qui amène progressivement la population à se solidariser avec les Taliban. Même dans l'opinion occidentale, il n'est pas certain que l'effet soit particulièrement démobilisateur, celle-ci ayant déjà largement intégré la possibilité d'un échec et la nécessité d'une stratégie de sortie. Par rapport aux élites afghanes, qui vivent parfois dans l'illusion d'une présence indéfinie de la coalition, l'ouverture de négociations aurait un effet mobilisateur.

La question des négociations doit être analytiquement divisée en plusieurs points : Quelles sont les conditions préalables à l'ouverture de négociations ? Qui, des États-Unis, des Nations Unies ou du gouvernement Karzai, doit être en charge des négociations ? Quel doit être l'agenda ?

Le cadre des négociations

Une phase de contacts secrets, par l'intermédiaire de l'armée pakistanaise, doit pouvoir dessiner le cadre de la négociation avant la phase proprement diplomatique sous le patronage de l'ONU. Quelles conditions préalables devraient être posées du côté de la coalition ?

Premièrement, les négociations doivent être utilisées pour changer la dynamique politique interne en diminuant le niveau de violence et l'opposition de la population aux troupes étrangères. Par exemple, un cessez-le-feu durant les négociations, qui peuvent durer des mois, aurait pour effet de favoriser les contacts à un niveau local et de renforcer les chances d'un accord. À partir du moment où un cessez-le-feu est respecté pendant les négociations, la coalition obtient quelques mois de calme dans les provinces du Sud, ce qui peut changer significativement les perceptions. Dans le même temps, il faut « démilitariser » l'aide humanitaire et favoriser les accords entre les ONG et les Taliban pour permettre aux premières d'intervenir dans les zones tenues par l'insurrection. La multiplication de compromis locaux est en soi un élément favorable pour la coalition.

Deuxièmement, le choix des participants conditionne largement le succès des négociations et doit se justifier essentiellement par des conditions d'efficacité. En particulier, il faut inclure les *spoilers* potentiels :

l'échec de Bonn est en partie dû au fait que le Pakistan a été écarté des négociations. Il faut également éviter d'introduire dans le jeu des couples d'acteurs dont les intérêts sont à somme nulle, c'est pourquoi l'ensemble des puissances régionales ne peut pas être partie aux négociations portant sur les équilibres politiques en Afghanistan. L'ouverture de négociations directes avec les Taliban et la reconnaissance de fait de l'influence pakistanaise dans le jeu est une modification importante de la situation régionale et les États perdants, principalement l'Inde, s'y opposeront. Pourtant, le seul pays qui peut véritablement perturber les négociations est le Pakistan. L'Inde, et dans une moindre mesure, l'Iran, peuvent se sentir en position inconfortable, mais ils n'ont probablement pas les moyens de saboter un accord. Pour ces raisons, la négociation initiale doit uniquement comprendre les acteurs indispensables : le gouvernement Karzai, le Pakistan, les Taliban et les États-Unis (au nom de la coalition). Ce quartet peut négocier un accord portant à la fois sur une redéfinition des équilibres politiques afghans et sur les garanties internationales.

Il est préférable que les États-Unis jouent un rôle central dans l'ouverture des négociations à la fois pour décider les Taliban à négocier et pour que l'issue finale soit compatible avec les intérêts de la coalition. Les prises de contact ne doivent pas être laissées au gouvernement Karzai. En effet, les Taliban (voir ci-dessous), ne négocieront pas avec lui, car il est trop faible et ne peut pas s'engager sur des éléments clés, tel que le retrait des forces occidentales et les garanties de sécurité par rapport à Al-Qaïda⁷.

Si les Taliban doivent à l'évidence être invités aux négociations, le cas du Hezb-i islami, le second mouvement de l'insurrection, est plus complexe. Ce parti, et notamment son dirigeant, Hekmatyar, ont une longue histoire de saboteurs et sont largement responsables du déclenchement de la guerre après l'entrée des moudjahidines à Kaboul en 1992. Dès les années 1980, Hekmatyar, alors privilégié par le Pakistan et les États-Unis, lançait régulièrement des attaques contre les autres groupes de combattants. Dans le contexte actuel, une des forces du Hezb-i islami est en quelque sorte de jouer sur les deux tableaux, dans la mesure où il existe un parti légal à Kaboul avec des élus qui entretiennent souvent des bonnes relations avec Karzai. Ne pas inclure le Hezb-i islami dans les négociations est un risque majeur, l'inclure peut faire dérailler tout le

processus. Il n'y a pas de solution véritablement satisfaisante à ce dilemme, mais il est probablement trop dangereux de ne pas l'inclure.

L'état final recherché

Le point le plus complexe de la négociation est d'articuler deux types de demandes : un nouveau contrat politique entre les Taliban et les autres forces politiques et, dans le même temps, un système de garantie pour éviter que l'Afghanistan serve de sanctuaire à des groupes radicaux projetant de lancer des attaques contre d'autres pays (Inde, pays occidentaux). Ces deux aspects doivent être négociés en même temps, car l'équilibre politique interne en Afghanistan est la clé d'une garantie concernant la neutralisation de ces groupes radicaux.

UN NOUVEAU CONTRAT SOCIAL ET POLITIQUE

Les accords de Bonn, dans la mesure où ils excluaient les Taliban et où le nouveau dirigeant (Karzai) avait été choisi par les États-Unis, ne constituaient pas une bonne base pour stabiliser l'Afghanistan. Un nouvel accord, qui pourrait passer par une Loya Jirga à Kaboul, doit inclure les principales forces politiques, mais aussi des représentants de la société civile. La nouvelle constitution risque en effet d'être plus conservatrice que l'actuelle, les ONG doivent essayer de limiter le recul des droits de l'homme (en particulier pour les femmes). Pour ce faire, la coalition doit encourager et aider les associations à faire front commun et à s'organiser en groupe de pression.

L'orientation générale de l'accord ne doit pas être une division de l'Afghanistan selon une logique régionale, mais un partage du pouvoir au gouvernement. Dans le nord, la composition ethnique, qui correspond partiellement aux allégeances politiques, interdit la constitution de zones politiques homogènes, sauf à générer des tensions, voire un nettoyage ethniques. Le partage du pouvoir au sein du gouvernement doit s'accompagner d'accord au niveau provincial pour renforcer les accords nationaux. La démission de Karzai et le choix d'un nouveau dirigeant par

une Loya Jirga, plutôt que par des élections, permettrait de tourner la page d'un gouvernement aujourd'hui discrédité.

LES GARANTIES INTERNATIONALES

Pour les membres de la coalition, un accord politique avec les Taliban n'a de sens que s'il permet d'empêcher le retour de groupes radicaux comme Al-Qaïda en Afghanistan. De ce point de vue, deux questions vont structurer les négociations : le retrait des forces de la coalition et la nature des garanties. Sur le premier point, la coalition doit éviter de s'engager sur un calendrier précis qui aurait pour conséquence de diminuer très rapidement son influence en Afghanistan. Sur le second point, la coalition peut chercher à obtenir, de préférence avec l'aval de l'ONU, la possibilité juridique de frapper les groupes radicaux à partir de bases en Afghanistan même ou dans la région. Le maintien de bases limitées en Afghanistan est alors envisageable dans le cadre d'accords négociés avec le futur gouvernement afghan.

Il est difficile de prévoir la tournure des événements si les négociations aboutissent à la formation d'un gouvernement d'union, mais deux dynamiques pourraient se révéler positives. D'une part, le Pakistan pourrait perdre assez largement le contrôle des Taliban une fois que ceux-ci seront réintégrés dans le jeu politique afghan. En effet, on a vu comment, à la fin des années 1990, les Taliban s'étaient progressivement autonomisés de leur soutien pakistanais. Le processus de négociation a pour objectif de « nationaliser » les Taliban. D'autre part, un accord, voire l'ouverture de négociations, poserait un problème politique à Al-Qaïda qui a intérêt à poursuivre les combats afin de mobiliser les Musulmans. Un accord diplomatique serait donc un échec marqué pour Al-Qaïda, qui profite de la situation actuelle, où les Occidentaux s'épuisent rapidement. La seule possibilité d'une dissociation entre Taliban et Al-Qaïda réside maintenant dans des négociations, les Taliban restant un mouvement profondément afghan (et non extérieur à la société afghane) dans sa dimension rurale et pachtoune. Les tensions avec les visées internationalistes d'Al-Qaïda peuvent être utilisées, surtout que le Pakistan a tout intérêt à (re)faire de

l'Afghanistan un problème local.

Un accord pourrait permettre de contrôler en partie la frontière, au moins suffisamment pour que des camps d'entraînement ne soient pas installés en Afghanistan. Que des individus utilisent l'Afghanistan comme refuge est à peu près inévitable, mais ce niveau de risque est probablement acceptable (parce que relativement similaire à la situation actuelle).

LA RECHERCHE D'UN ACCORD RÉGIONAL

Une fois la stabilisation de la situation en Afghanistan amorcée par un accord de partage du pouvoir, un accord régional sur les frontières, le commerce, etc. permettrait en principe d'éviter le retour aux années 1990, quand les puissances extérieures ont largement contribué à prolonger la guerre en soutenant les groupes armés afghans en conflit.

Les obstacles à la négociation

Les obstacles à l'ouverture ou au succès des négociations sont nombreux : refus initial des Taliban, blocage des alliés de Karzai, nature des garanties sur le non retour des groupes radicaux.

Il n'y a aucune garantie que les Taliban acceptent les négociations. En effet, les dirigeants de l'insurrection sont, à raison, optimistes sur l'issue de la guerre. Le fait que l'engagement américain aura atteint son niveau maximum l'an prochain fixe en quelque sorte une limite à leur effort. Même les (peu probables) succès de la coalition dans le Sud ne se traduiront pas par une stabilisation réelle en l'absence de partenaire afghan pour prendre le relais. Pour l'instant du moins, les Taliban manifestent une grande capacité d'adaptation (notamment dans l'Helmand) et leur soutien au sein de la population s'accroît dans les endroits où les opérations militaires sont fréquentes. De plus, les Taliban peuvent espérer faire encore des progrès dans le Nord (Hérat, nord-est). Enfin, l'appui pakistanais reste solide et les Taliban afghans ont évité de soutenir les Taliban pakistanais dans leur épreuve de force avec le gouvernement central, à Swat et au sud Waziristan. La popularité des Taliban afghans se maintient auprès d'une

large frange de la population pakistanaise (toujours aussi anti-américaine du fait entre autres des frappes des drones). Dans ces conditions, mollah Omar peut décider (s'il parvient à une forme de consensus) de refuser les négociations et d'attendre que la coalition s'affaiblisse suffisamment. Un dernier élément peut jouer : la montée d'une nouvelle génération de dirigeants Taliban plus radicaux et l'expérience personnelle de certains dirigeants (mawlawi Haqqani ou mollah Omar), dont les familles ont été décimées par des missiles américains.

Pourtant, il existe de solides raisons de penser que les Taliban peuvent accepter au moins des contacts préalables et éventuellement de vraies négociations. En premier lieu, l'influence pakistanaise peut se révéler ici déterminante. L'armée pakistanaise ne veut pas voir se reproduire une situation semblable à celle des années 1990, quand le régime Taliban était ostracisé par la communauté internationale, réduisant largement le profit stratégique que le Pakistan attendait de leur victoire. Le Pakistan veut une solution diplomatique où son rôle est reconnu et où l'Inde est évincée d'Afghanistan. En second lieu, les Taliban peuvent trouver des avantages tactiques à un accord. Même s'il est probable qu'ils vont utiliser les négociations comme un instrument pour refonder l'émirat islamique, ce qui est leur but, ils peuvent se trouver progressivement installés dans un processus politique et perdre en partie le contrôle de leurs commandants régionaux. Si la coalition joue correctement, les Taliban s'engageront initialement dans le processus avec l'idée de confisquer le pouvoir et se verront progressivement intégrés dans le jeu politique. Enfin, les négociations renforcent l'importance de la Shura de Quetta, notamment mollah Omar, qui trouve là une occasion d'affirmer son autorité et de se voir reconnu comme interlocuteur légitime.

Les alliés de Karzai peuvent s'opposer à des négociations qui risquent, en cas de gouvernement de coalition, de les marginaliser dans le jeu politique, notamment les réseaux de Kandahar, Dostum, les Hazaras chiites (représentés par le Hezb-i Wahdat) et certains groupes du Nord historiquement opposés aux Taliban (Abdullah Abdullah, qui se présente comme le successeur de Massoud, et le maréchal Fahim). Pour les chiites, la solution se trouve dans la reconnaissance (la réaffirmation) d'un statut

juridique spécifique. Pour Dostum, accusé d'avoir massacré plusieurs milliers de prisonniers de guerre Taliban en 2001, il n'y a pas de solution facile à une coexistence, sinon de laisser en place les gouverneurs locaux et un niveau d'autonomie suffisant au niveau provincial.

Conclusions et recommandations

Ouvrir des négociations avec les dirigeants Taliban ne peut se faire que par l'intermédiaire de l'armée pakistanaise et il n'y aura pas de solution en Afghanistan sans la prise en compte du Pakistan. Or, au moins depuis les accords nucléaires entre l'Inde et les États-Unis, l'Inde est le partenaire privilégié des États-Unis, ce qui a renforcé la crainte de l'armée pakistanaise et indirectement leur soutien aux Taliban. Un exit contrôlé de la guerre d'Afghanistan doit être l'occasion de repenser la politique pakistanaise des États-Unis pour sortir de la situation paradoxale où ces derniers soutiennent financièrement le Pakistan, alors que celui-ci offre un sanctuaire à ses ennemis en Afghanistan.

Parallèlement aux négociations, il est important de contribuer à multiplier les zones de coopération avec l'insurrection au lieu de polariser le jeu politique. Ainsi, un cessez-le-feu doit être observé pendant les négociations. La diminution de la violence peut servir à démobiliser les Taliban et les distancier des groupes radicaux actuellement au Pakistan. De même, il faut démilitariser l'aide et permettre aux ONG de négocier directement avec les Taliban pour pouvoir travailler dans les régions sous leur contrôle.

À l'inverse, la privatisation de la sécurité (milices, politique tribale, compagnies privées) est dangereuse car ces groupes seront difficiles à

contrôler en cas d'accord et affaiblissent les institutions afghanes. Dans tous les cas (ouverture de négociations ou poursuite de la contre-insurrection), le résultat est clairement contreproductif à long terme. La stratégie américaine devrait immédiatement mettre un terme à la multiplication de ces groupes armés.

Rien ne garantit que des négociations, pour autant que leur principe soit accepté par les Taliban, aboutiront. De plus, le régime qui se mettra en place sera instable pendant des mois, voire des années. Mais, si elles aboutissent, elles permettront la formation d'un gouvernement d'union nationale à Kaboul, une nouvelle constitution négociée lors d'une Loya Jirga et des garanties internes et internationales pour éviter le retour d'Al-Qaïda. Dans l'impasse où se trouve actuellement la coalition, ce résultat serait pratiquement inespéré.

Bibliographie

- Belasco, Amy. “The Cost of Iraq, Afghanistan, and Other Global War on Terror Operations Since 9/11.” Washington, D.C.: Congressional Research Service, 2009, <http://www.fas.org/sgp/crs/natsec/RL33110.pdf>.
- Blatt, Darin J., Eric Long, Brian Mulhern, and Michael Ploskunak. “Tribal Engagement in Afghanistan.” *Special Warfare*, vol. 22, no. 1, January/February 2009, <http://www.soc.mil.swc/swmag/09Jan.pdf>.
- Kilcullen, David. “Tribal Chief Takes on Taliban With His Own Army.” *The Accidental Guerrilla*. New York: Oxford University Press, 2009.
- Tariq, Mohammed Osman. “Tribal Security System (Arbakai) in Southern Afghanistan.” Occasional paper no. 7. London: Crisis States Research Centre, December 2008.
- The Liaison Office (TLO). “Between the Jirga and the Judge: Alternative Dispute Resolution in Southeastern Afghanistan.” TLO Program Brief no. 1, United States Institute of Peace, March 2009, http://www.usip.org/files/file/jirga_judge.pdf.
- Trives, Sebastian. “Roots of the Insurgency in the Southeast.” In *Decoding the Taliban: Insights From the Afghan Field*, Antonio Giustozzi, ed., pp. 89–100. London: Hurst & Company, 2009.

Notes

1. Les experts et des gouvernements voisins de l'Afghanistan – l'Inde, le Pakistan, les pays d'Asie Centrale et l'Iran – anticipent d'ailleurs un échec de la stratégie américaine, ce qui a pour effet d'affaiblir un peu plus la coalition. Le Pakistan est donc moins incité à attaquer les Taliban.
2. La tactique la plus efficace de la coalition est jusqu'à présent l'assassinat ciblé de centaines de chefs de groupes Taliban des deux côtés de la frontière par les forces spéciales américaines et des drones. En Afghanistan, ces opérations spéciales (*Black Special Operations*) échappent au commandement de l'OTAN, car elles n'ont aucun fondement juridique. Le gouvernement afghan n'est pas consulté. Pourtant, cette tactique ne permet que de contenir la poussée des Taliban et a des effets négatifs évidents (rejet de l'opinion publique, renforcement de la centralisation du mouvement Taliban). Aucun chiffre officiel ne permet d'évaluer l'ampleur de ces opérations ou leur résultat, mais elles ne semblent pas avoir affecté l'insurrection plus de quelques mois, quelle que soit la province.
3. « One tribe a the time », p. 11, Major Jim Gant. Malgré sa grande naïveté, ce texte était une lecture recommandée pour les forces spéciales américaines.
4. Voir <http://www.usip.org/resources/delays-will-not-improve-afghan-elections>. Karzai a officiellement obtenu moins de 50 % des votes avec une participation de 31 %. En fait, il est probable que la participation n'a pas été supérieure à 20 %.
5. L'un des éléments centraux de la description occidentale de la guerre d'Afghanistan est que les troupes de la coalition sont acceptées par la population, qui souhaite être protégée contre les Taliban. En fait, la coalition ne jouit d'un soutien populaire que dans les endroits où elle ne combat pas. Le rejet de la population dans les régions pachtounes est désormais massif.

6. Le rapport de la Rand Corporation, intitulé « The Long March », fixait des objectifs beaucoup plus crédibles : une armée de 120 000 à l'horizon 2014.
7. Sur les tensions entre les États-Unis et Karzai, voir <http://www.ipsnews.net/news.asp?idnews=50196>.

À propos de l'auteur

Gilles Dorransoro, professeur de science politique à la Sorbonne (Paris), est actuellement *visiting scholar* à la Carnegie Endowment (Washington). Ses recherches portent sur la situation politique en Afghanistan et la question kurde en Turquie.

Il est le cofondateur du *South Asian Multidisciplinary Academic Journal* (www.samaj.revues.org) et du *European Journal of Turkish Studies* (www.ejts.org). Il est l'auteur des ouvrages suivants : « Revolution Unending: Afghanistan, 1979 to the Present » (Columbia University Press, 2005) et « Que veut la Turquie ? Ambitions et stratégies internationales » (Autrement, 2009), ainsi que l'éditeur de « La Turquie conteste. Régime sécuritaire et mobilisations sociales » (Éditions du CNRS, 2005).

Carnegie Endowment for International Peace

La Carnegie Endowment est une organisation privée à but non lucratif dont l'objectif est d'améliorer l'entente entre les nations et les peuples, et de promouvoir un engagement international actif des États-Unis. Fondée en 1910, la Carnegie Endowment contribue à la réflexion sur les questions stratégiques par le truchement de ses experts internationaux, de publications, de la création de nouvelles institutions et de réseaux internationaux.

La Carnegie Endowment s'inscrit dans un réseau multi régional unique associant ses bureaux existants de Washington et Moscou avec de nouveaux centres régionaux à Pékin, à Beyrouth et à Bruxelles. Fort de ses experts multinationaux et de travaux diffusés en cinq langues - anglais, arabe, français, mandarin et russe - la Carnegie Endowment a inauguré le tout premier *think-tank* à envergure véritablement globale. En élargissant le champ de débat et de réflexion aux régions émergentes et aux centres de la gouvernance mondiale, la Carnegie Endowment ambitionne ainsi de promouvoir une nouvelle vision sur les relations internationales au 21^{ème} siècle.

Carnegie Europe

Créé en 2007, Carnegie Europe est le forum européen de la Carnegie Endowment sur les questions de politique étrangère. Depuis son bureau régional situé à Bruxelles, au cœur de l'Europe, Carnegie Europe sert de carrefour pour les experts et les travaux des centres de la Carnegie Endowment à Washington D.C., Moscou, Pékin et Beyrouth. À travers l'organisation de réunions publiques et de consultations restreintes et la diffusion d'articles et d'études, Carnegie Europe apporte une perspective non européenne unique sur les thèmes de politique étrangère auxquels l'Europe est confrontée, y compris l'émergence de la Chine et l'Inde, la réémergence de la Russie, la démocratie au Moyen-Orient et le changement climatique. Carnegie Europe est une composante essentielle de la nouvelle vision de la Carnegie Endowment qui vise à devenir le premier *think-tank* à envergure véritablement globale.

CARNEGIE ENDOWMENT FOR INTERNATIONAL PEACE

1779 Massachusetts Ave., NW
Washington, D.C. 20036
United States
Telephone: 202.483.7600
Fax: 202.483.1840
www.CarnegieEndowment.org
info@CarnegieEndowment.org

CARNEGIE MOSCOW CENTER

Tverskaya, 16/2
125009, Moscow
Russia
Telephone: 495.935.8904
Fax: 495.935.8906
www.Carnegie.ru
info@Carnegie.ru

CARNEGIE-CHINA REFORM FORUM JOINT PROGRAM

Room 513, Chang Xin Building
39 Anding Road, Chaoyang District
Beijing, 100029
China
Telephone: 86.10.6443.6667 ext. 627
Fax: 86.10.6894.6780

CARNEGIE MIDDLE EAST CENTER

Emir Bashir Street, Lazariah Tower
Bloc A, Bldg. No. 2026 1210, 5th flr.
P.O. Box 11-1061
Downtown Beirut
Lebanon
Telephone: 961.1.99.14.91
Fax: 961.1.99.15.91
www.Carnegie-mec.org
info@Carnegie-mec.org

CARNEGIE EUROPE

Rue du Congrès 15
1000 Brussels
Belgium
Telephone: 32.2.735.56.50
Fax: 32.2.736.62.22
www.CarnegieEurope.eu
info@CarnegieEurope.eu

CARNEGIE ENDOWMENT

FOR INTERNATIONAL PEACE

WASHINGTON DC ■ MOSCOW ■ BEIJING ■ BEIRUT ■ BRUSSELS